

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Paul-de-la-Croix

Code géographique : 12035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Malenfant, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Paul-de-la-Croix pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-03-31 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815	897	305 834	2,1135
-----------	-----	---------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 14, 15, 24 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur no permis 16599

DATE 2011-04-11

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815	897	305 834	2,1135
-----------	-----	---------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S/O

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815	897	305 834	2,1135
-----------	-----	---------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalisations 2010		Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	303 745	307 316		307 316	284 498
Paiements tenant lieu de taxes	2	5 733	5 768		5 768	4 472
Quotes-parts	3					
Transferts	4	272 217	289 561		289 561	273 402
Services rendus	5	26 503	29 871		29 871	29 070
Imposition de droits	6	3 600	7 637		7 637	2 419
Amendes et pénalités	7	1 000	2 023		2 023	1 307
Intérêts	8	5 250	12 465		12 465	12 233
Autres revenus	9	72 627				214
	10	690 675	654 641		654 641	607 615
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		13 788		13 788	264 958
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	11 250	1 160		1 160	3 306
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	11 250	14 948		14 948	268 264
	18	701 925	669 589		669 589	875 879
Charges						
Administration générale	19	173 425	138 653	2 151	140 804	145 931
Sécurité publique	20	57 180	38 479	4 404	42 883	49 021
Transport	21	203 660	182 918	71 877	254 795	243 331
Hygiène du milieu	22	50 195	49 392	56 907	106 299	102 323
Santé et bien-être	23	500	157		157	5 047
Aménagement, urbanisme et développement	24	42 694	33 875	5 055	38 930	31 167
Loisirs et culture	25	30 407	27 632	16 033	43 665	45 773
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	44 257	41 159		41 159	31 133
Amortissement des immobilisations	28	138 350	156 427	(156 427)		
	29	740 668	668 692		668 692	653 726
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(38 743)	897		897	222 153

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(38 743)	897	222 153
Moins: revenus d'investissement	2 (	11 250 ) (	14 948 ) (	268 264)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(49 993)	(14 051)	(46 111)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	138 350	156 427	156 550
Produit de cession	5			214
(Gain) perte sur cession	6			(214)
Réduction de valeur	7			
	8	138 350	156 427	156 550
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	88 357 ) (	36 057 ) (	21 500)
	18	(88 357)	(36 057)	(21 500)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	6 154 ) (	60)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21			
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24		(6 154)	(60)
	25	49 993	114 216	134 990
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		100 165	88 879

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	11 250	14 948	268 264
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	9 633)
Sécurité publique	3 (	8 000)))
Transport	4 (	12 500)	18 993)	288 907)
Hygiène du milieu	5 (	20 000)))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	2 500)	1 321)	10 248)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	43 000)	20 314)	308 788)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			72 357
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		6 154	60
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	31 750		33 522
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			
	17	31 750	6 154	33 582
	18	(11 250)	(14 160)	(202 849)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		788	65 415

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	158 493	143 542	144 863
Charges sociales	2	20 749	17 418	17 055
Biens et services	3	325 859	248 965	246 811
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	40 857	29 597	26 980
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		10 702	3 303
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	3 400	860	850
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	30 536	34 776	39 304
Autres	10	12 023		
Autres organismes	11		20 645	14 538
Amortissement des immobilisations	12	138 350	156 427	156 550
Autres				
- Promotion milieu et aménagement	13	10 401	5 760	3 472
-	14			
-	15			
	16	740 668	668 692	653 726

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	303 745	307 316	284 498
Paiements tenant lieu de taxes	2	5 733	5 768	4 472
Quotes-parts	3			
Transferts	4	272 217	303 349	538 360
Services rendus	5	26 503	29 871	29 070
Imposition de droits	6	3 600	7 637	2 419
Amendes et pénalités	7	1 000	2 023	1 307
Intérêts	8	5 250	12 465	12 233
Autres revenus	9	83 877	1 160	3 520
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	701 925	669 589	875 879
Charges				
Administration générale	12	174 625	140 804	145 931
Sécurité publique	13	61 522	42 883	49 021
Transport	14	266 963	254 795	243 331
Hygiène du milieu	15	107 100	106 299	102 323
Santé et bien-être	16	500	157	5 047
Aménagement, urbanisme et développement	17	47 694	38 930	31 167
Loisirs et culture	18	38 007	43 665	45 773
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	44 257	41 159	31 133
	21	740 668	668 692	653 726
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(38 743)	897	222 153
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 962 918	3 740 765
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 962 918	3 740 765
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		3 963 815	3 962 918

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(38 743)	897	222 153
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(43 000)	(20 314)	(308 788)
Produit de cession	3			214
Amortissement	4	138 350	156 427	156 550
(Gain) perte sur cession	5			(214)
Réduction de valeur	6			
	7	95 350	136 113	(152 238)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		2 916	(3 345)
Variation des autres actifs non financiers	10		(37)	3 585
	11		2 879	240
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	56 607	139 889	70 155
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(250 767)	(320 922)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(250 767)	(320 922)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(110 878)	(250 767)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	149 242	153 441
Placements temporaires	2	391 800	257 800
Débiteurs (note 5)	3	309 842	374 615
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	850 884	785 856
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	61 858	68 494
Revenus reportés (note 11)	13	29 904	9 772
Dette à long terme (note 12)	14	870 000	958 357
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	961 762	1 036 623
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(110 878)	(250 767)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	4 062 832	4 198 945
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	9 843	12 759
Autres actifs non financiers (note 15)	21	2 018	1 981
	22	4 074 693	4 213 685
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	3 963 815	3 962 918
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 897	222 153
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 156 427	156 550
Autres		
-Gain cession d'immo.	3	(214)
-	4	
	5	157 324
Variation nette des éléments hors caisse		378 489
Placements temporaires de plus de trois mois		
Débiteurs	7 64 773	24 092
Autres placements à long terme		
Autres actifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	10 (6 636)	(57 892)
Revenus reportés	11 20 132	9 772
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs		
Propriétés destinées à la revente		
Stocks de fournitures	14 2 916	(3 345)
Autres actifs non financiers	15 (37)	3 585
	16	238 472
		354 701
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	17 (20 314)	(308 788)
Produit de cession		214
	19	(20 314)
		(308 574)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	20 ()	()
Remboursement ou cession		
	22	
Activités de financement		
Émission de dettes à long terme		310 457
Remboursement de la dette à long terme	24 (88 357)	(21 500)
Variation nette des emprunts temporaires		(272 305)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme		
Autres		
-	27	
-	28	
	29	(88 357)
		16 652
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
	30	129 801
		62 779
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
	31	411 241
		348 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹		
	32	541 042
		411 241

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix est constituée et régie en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

	TAUX
Infrastructures	de 2.5 à 6.67 %
Bâtiments	de 2.5 à 6.67 %
Véhicules	de 5 à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 à 10 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S/O

H) Autres éléments

ENCAISSE ET PLACEMENT AFFECTÉ

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	33 208	37 922
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	250 718	311 647
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 590	16 093
Organismes municipaux	8	14 232	1 023
Autres			
-	9		
- Revenus de source locale	10	9 094	7 930
	11	309 842	374 615
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	230 200	282 500
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	230 200	282 500
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	16 998	34 021
Salaires et avantages sociaux	38	30 863	20 408
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	2 002	1 284
- Intérêts courus	43	11 995	12 781
-	44		
-	45		
-	46		
	47	61 858	68 494

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	8 961	8 961
Autres			
- Droits exploitants carrière	50	19 192	811
- Pacte rural	51	1 751	
	52	29 904	9 772

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,49	5,67	2012	2014	53	870 000	958 357
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	870 000	958 357
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	870 000	958 357

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2011	62	70	91 900	78	87	95	91 900
2012	63	71	95 300	79	88	96	95 300
2013	64	72	99 300	80	89	97	99 300
2014	65	73	103 000	81	90	98	103 000
2015	66	74	28 000	82	91	99	28 000
2016 et +	67	75	452 500	83	92	100	452 500
	68	76	870 000	84	93	101	870 000
Intérêts et frais accessoires			85	()		102	()
	69	77	870 000	86	94	103	870 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	132	159	186	
Eaux usées	105	2 223 457	133 18 993	160 (1 079)	187 2 243 529
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 967 310	134	161	188 1 967 310
Autres	107		135	162	189
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	818 958	137	164	191 818 958
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	444 680	139	166	193 444 680
Ameublement et équipement de bureau	112	79 912	140 1 321	167	194 81 233
Machinerie, outillage et équipement divers	113	136 707	141	168	195 136 707
Terrains	114	6 899	142	169	196 6 899
Autres	115		143	170	197
	116	5 677 923	144 20 314	171 (1 079)	198 5 699 316
Immobilisations en cours	117	1 079	145	172 1 079	199
	118	5 679 002	146 20 314	173	200 5 699 316
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	147	174	201	
Eaux usées	120	169 050	148 56 351	175	202 225 401
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	528 896	149 53 741	176	203 582 637
Autres	122		150	177	204
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	259 231	152 20 263	179	206 279 494
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	350 954	154 16 034	181	208 366 988
Ameublement et équipement de bureau	127	61 895	155 4 188	182	209 66 083
Machinerie, outillage et équipement divers	128	110 031	156 5 850	183	210 115 881
Autres	129		157	184	211
	130	1 480 057	158 156 427	185	212 1 636 484
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	4 198 945			213 4 062 832
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214	217	219	221	
Amortissement cumulé	215	()	218 ()	220 ()	222 ()
Valeur comptable nette	216			223	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	
Note		

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	2 018	1 981
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	2 018	1 981
Note			

16. Engagements contractuels

Ententes intermunicipales

La Municipalité a signé des ententes intermunicipales en matière de protection contre les incendies avec les Municipalités de St-Clément, St-Éloi, St-Jean-de-Dieu, l'Isle-Verte et la Ville de Trois-Pistoles.

Engagements

La Municipalité s'est engagée à verser à l'Office du Tourisme et des Congrès un montant de 1 071 \$ en 2011.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

20. Facilité de crédit

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 100 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement.

21. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	401 198	350 807
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	139 585	88 525
Montant à pourvoir dans le futur	3 ()	()
Financement des investissements en cours	4		498
Investissement net dans les éléments à long terme	5	3 423 032	3 523 088
	6	3 963 815	3 962 918

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2011 - immobilisations	7	51 060	
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	51 060	
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21		
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	88 525	88 525
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	88 525	88 525
	33	139 585	88 525

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	35 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	
Régimes non capitalisés	37 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	
Autres	39 () ()	
Régimes non capitalisés	40 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	
Autres		
-	42 () ()	
-	43 () ()	
	44 () ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	498
Investissements à financer	46 () ()	
	47	498
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	4 062 832
Propriétés destinées à la revente	49	4 198 945
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	4 062 832
		4 198 945
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	870 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (230 200) (282 500)	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	
	58	639 800
		675 857
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	639 800
		675 857
	61	3 423 032
		3 523 088

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime
S/O

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	870 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	230 200
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	639 800
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	212
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	640 012
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	640 012
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	183 882	185 466	179 790
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	28 585	28 806	18 324
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	212 467	214 272	198 114
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	18 244	18 475	17 077
Matières résiduelles	13	31 723	31 214	27 690
Autres				
-	14			
-Inspection de cheminées	15	3 806	3 872	3 600
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		1 482	
Service de la dette	18	37 505	38 001	38 017
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	91 278	93 044	86 384
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	91 278	93 044	86 384
	26	303 745	307 316	284 498

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	27	27
	31	27	27
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	5 107	3 852
	35	5 107	3 852
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41	5 134	3 879
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	634	593
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	634	593
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	5 768	4 472

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	215 590	
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	67 633	66 571
Enlèvement de la neige	59	150 913	150 913
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	5 657	5 534
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		3 397
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	8 310	
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	215 590	226 415
		232 513	226 415

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	13 788	10 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		254 958
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	13 788	264 958

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	51 000	51 066	45 060
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	5 600	5 982	1 927
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	27		
	139	56 627	57 048	46 987
TOTAL DES TRANSFERTS	140	272 217	303 349	538 360

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	26 353	
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	26 353	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	26 353	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	150	1 843	1 654
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185		26 353	26 173
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191		320	160
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194		1 355	1 083
Réseau d'électricité	195			
	196	150	29 871	29 070
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	26 503	29 871	29 070
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	600	520	480
Droits de mutation immobilière	199	2 000	4 237	1 939
Droits sur les carrières et sablières	200	1 000	2 880	
Autres	201			
	202	3 600	7 637	2 419
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 000	2 023	1 307
INTÉRÊTS	204	5 250	12 465	12 233
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			214
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	83 877	1 160	3 306
	212	83 877	1 160	3 520

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010		Total	Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	31 446	28 782		28 782	29 265
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	124 515	95 701		95 701	96 229
Greffe	4					757
Évaluation	5	11 166	10 862		10 862	14 282
Gestion du personnel	6					
Autres	7	6 298	3 308	2 151	5 459	5 398
	8	173 425	138 653	2 151	140 804	145 931
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	17 482	18 985		18 985	18 446
Sécurité incendie	10	38 698	19 369	4 404	23 773	30 525
Sécurité civile	11	1 000	125		125	50
Autres	12					
	13	57 180	38 479	4 404	42 883	49 021
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	60 862	54 955	71 877	126 832	129 458
Enlèvement de la neige	15	128 369	114 332		114 332	108 358
Éclairage des rues	16	4 700	4 397		4 397	4 030
Circulation et stationnement	17	9 000	8 505		8 505	782
Transport collectif						
Transport en commun	18	69	729		729	703
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	660				
	22	203 660	182 918	71 877	254 795	243 331

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25	18 244	15 707	56 907	72 614	73 720	
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	12 417	13 807		13 807	20 483	
Élimination	28	7 000	9 594		9 594	7 894	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	8 783	8 712		8 712		
Tri et conditionnement	30	3 522	1 343		1 343		
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	229	229		229	226	
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	50 195	49 392	56 907	106 299	102 323	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	500	157		157	5 047	
	44	500	157		157	5 047	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	15 095	14 068	5 055	19 123	17 436	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50	24 999	17 480		17 480	12 193	
Autres	51	2 600	2 327		2 327	1 538	
	52	42 694	33 875	5 055	38 930	31 167	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalisations 2010			Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	11 864	10 448	2 189	12 637	14 771
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	11 991	8 912		8 912	6 693
	60	23 855	19 360	2 189	21 549	21 464
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	6 552	5 653	13 844	19 497	21 741
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		2 619		2 619	2 568
	66	6 552	8 272	13 844	22 116	24 309
	67	30 407	27 632	16 033	43 665	45 773
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	40 857	40 299		40 299	30 283
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 400	860		860	850
	73	44 257	41 159		41 159	31 133
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74		138 350	156 427	(156 427)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur no permis no 16599

DATE 2011-04-11

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-12 14:55:27

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815	897	305 834	2,1135
-----------	-----	---------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		307 316
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		307 316

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	307 316
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>307 316</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 482	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>1 482</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>305 834</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>14 460 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>14 480 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>14 470 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>305 834</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>14 470 800</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 2 | , | 1 | 1 | 3 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalizations 2010	Réalizations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 000	18 993
Ponts, tunnels et viaducs	7		265 019
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 000	
Édifices communautaires et récréatifs	14		10 248
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		23 888
Ameublement et équipement de bureau	18	2 500	1 321
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 500	9 633
Terrains	20		
Autres	21		
	22	43 000	20 314
			308 788

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	958 357	24	47	88 357	70		870 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25	48		71		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		26	49		72		
Organismes municipaux	4		27	50		73		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28	51		74		
Autres	6		29	52		75		
	7	958 357	30	53	88 357	76		870 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31	54		77		
Réserves financières et fonds réservés	9		32	55		78		
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	452 625	33	56	16 875	79		435 750
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	223 232	34	57	19 182	80		204 050
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35	58		81		
	13	675 857	36	59	36 057	82		639 800
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	282 500	37	60	52 300	83		230 200
Organismes municipaux	15		38	61		84		
Autres tiers	16		39	62		85		
Autres	17		40	63		86		
	18	282 500	41	64	52 300	87		230 200
Prêts	19		42	65		88		
	20	282 500	43	66	52 300	89		230 200
	21	958 357	44	67	88 357	90		870 000
<i>Déduire</i>								
Dettes en cours de refinancement	22		45	68		91		
	23	958 357	46	69	88 357	92		870 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	10 682	10 782	14 282
Autres	3	4 222	3 364	3 652
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	258	81	1 830
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	69	69	86
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 522	1 522	1 730
Cours d'eau	13	229	229	226
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 695	13 914	12 320
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 338	1 338	1 300
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 374		
Activités culturelles	23	147	3 477	3 878
Réseau d'électricité				
	24			
	25	30 536	34 776	39 304

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹					
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	2,00	11	40	18	55 322	28	7 785	38	63 107
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3		13		20		30		40	
Cols bleus	4	2,00	14	40	21	62 528	31	8 533	41	71 061
Policiers	5	10,00	15	2	22	4 684	32	297	42	4 981
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	14,00			25	122 534	35	16 615	45	139 149
	9	7,00			26	21 008	36	803	46	21 811
	10	21,00			27	143 542	37	17 418	47	160 960

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	10 862	28		54	10 862	80		106	10 862	132
Autres	3	127 791	29	2 151	55	129 942	81	1 843	107	128 099	133
	4	138 653	30	2 151	56	140 804	82	1 843	108	138 961	134
Sécurité publique											
Police	5	18 985	31		57	18 985	83		109	18 985	135
Sécurité incendie	6	19 369	32	4 404	58	23 773	84		110	23 773	136
Sécurité civile	7	125	33		59	125	85		111	125	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	38 479	35	4 404	61	42 883	87		113	42 883	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	54 955	36	71 877	62	126 832	88		114	126 832	140
Enlèvement de la neige	11	114 332	37		63	114 332	89	26 353	115	87 979	141
Autres	12	12 902	38		64	12 902	90		116	12 902	142
Transport collectif	13	729	39		65	729	91		117	729	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	182 918	41	71 877	67	254 795	93	26 353	119	228 442	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	15 707	44	56 907	70	72 614	96		122	72 614	148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	23 401	46		72	23 401	98	320	124	23 081	150
Matières recyclables	21	10 055	47		73	10 055	99		125	10 055	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	229	49		75	229	101		127	229	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	49 392	52	56 907	78	106 299	104	320	130	105 979	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
		+		=		-		=			
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	157	174		189	157	204		219	157	234
	160	157	175		190	157	205		220	157	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	14 068	176	5 055	191	19 123	206		221	19 123	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	17 480	178		193	17 480	208		223	17 480	238
Autres	164	2 327	179		194	2 327	209		224	2 327	239
	165	33 875	180	5 055	195	38 930	210		225	38 930	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	19 360	181	2 189	196	21 549	211	1 355	226	20 194	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	5 653	182	13 844	197	19 497	212		227	19 497	242
Autres	168	2 619	183		198	2 619	213		228	2 619	243
	169	27 632	184	16 033	199	43 665	214	1 355	229	42 310	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	471 106	186	156 427	201	627 533	216	29 871	231	597 662	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	20 314	302 046
Frais de financement	4		6 742
Autres	5		
	6	20 314	308 788

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	350 807	295 450
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	350 807	295 450
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	100 165	88 879
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(33 522)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(51 060)	
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9	1 286	
	10	50 391	55 357
Solde à la fin de l'exercice	11	401 198	350 807
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	88 525	88 525
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	88 525	88 525
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15		
Activités d'investissement	16		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	51 060	
Financement des investissements en cours	18		
	19	51 060	
Solde à la fin de l'exercice	20	139 585	88 525

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 498	(64 917)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 498	(64 917)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 788	65 415
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	39 (1 286)	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	40	
	41 (498)	65 415
Solde à la fin de l'exercice	42	498
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 3 523 088	3 421 707
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 3 523 088	3 421 707
Variation de l'exercice	46 (100 056)	101 381
Solde à la fin de l'exercice	47 3 423 032	3 523 088

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 88 525	2	3	4	5	6	7 88 525
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 88 525	16	17	18	19	20	21 88 525

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="2"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="7"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$
Égout	2	[][][][] , [][] \$
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$
Matières résiduelles	5	[1][6][9] , [4][6] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][][] , [][][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Inspection ou ramonage de cheminées	22,0000	4	
Coût exploit. systé égoûts (secteur)	230,9400	4	
Tarif/unité syst. égoût secteur	496,7500	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	26 185 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	10	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1-A rue du Parc
 (no) (rue)
Saint-Paul-de-la-Croix G0L 3Z0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 898-2031
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 898-2322
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel munstpaul@st-paul-de-la-croix.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame Hélène Malenfant

Téléphone (418) 898-2031
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 898-2322
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel munstpaul@st-paul-de-la-croix.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette, SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 107, rue de l'Hôtel-de-Ville
 (no) (rue)
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 4P9
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Madame Christine Desrosiers, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-12 14:55:27

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815

897

305 834

2,1135

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
(Nom)
de Saint-Paul-de-la-Croix pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de _____ 897 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de _____ 305 834 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-12 14:55:27

Dernière modification : 2011-04-12 14:55:27

Réservé au ministère

3 963 815	897	305 834	2,1135
-----------	-----	---------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)